

Check-list : conditions d'une curatelle

1. Existe-t-il un état de faiblesse au sens de l'art. 390 CC ?
2. Est-ce que la personne concernée est ou non en mesure (a) de régler elle-même ses affaires ou (b) de confier le soin de le faire à un tiers ?
3. Quelles sont les affaires pour lesquelles il existe un besoin de protection ?
4. Est-il adéquat et proportionné pour l'autorité d'instituer une mesure ? Si oui, laquelle ?
5. Existe-t-il des alternatives aux mesures qui pourraient être prononcées par l'autorité ? Les intérêts de la personne concernée peuvent-ils être sauvegardés d'une autre manière ?
6. La personne a-t-elle pris elle-même et de manière valable des mesures anticipées pour sa propre assistance ? Si oui, sont-elles suffisantes ?
7. Sont aussi prises en compte (bien qu'elles ne constituent pas des conditions d'institution d'une mesure) la charge et la protection des tiers, ainsi que la disposition de la personne concernée à coopérer.

Dans son activité quotidienne, l'autorité ne suivra pas nécessairement l'ordre de cette liste, mais peut très bien débiter par l'examen des questions mentionnées en dernier. Elle pourrait ainsi chercher à élucider d'abord la question d'un éventuel mandat pour cause d'incapacité, lorsqu'il faut s'attendre à des investigations compliquées en relation avec l'état de faiblesse présumé ou (au regard du principe de subsidiarité) par rapport aux alternatives envisageables.